

**Déclaration de S.E.M^{me} Sylvie Lucas,
Représentante permanente du Luxembourg auprès de
l'Organisation des Nations Unies,
Présidente du Conseil économique et social**

Audition parlementaire sur le thème
« Susciter une mobilisation politique et mettre en œuvre
des réponses efficaces à la crise économique mondiale
pour aller de l'avant »

New York, le 19 novembre 2009

Honorables Députés,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un honneur et un plaisir de participer aujourd'hui à l'Audition parlementaire sur le thème « Susciter une mobilisation politique et mettre en œuvre des réponses efficaces à la crise économique mondiale pour aller de l'avant », qui est organisée conjointement par l'Union interparlementaire et l'Organisation des Nations Unies. Le thème de notre débat, « Aperçu de la réponse internationale à la crise », présente un rapport direct avec les travaux actuels du Conseil économique et social, l'organe principal des Nations Unies chargé des questions économiques et sociales et de la coordination et de la mise en œuvre du programme de développement des Nations Unies. En ma qualité de Présidente du Conseil, je souhaite vous présenter certaines des activités menées par le Conseil pour faire

face à la crise financière et économique mondiale et à ses conséquences sur le développement.

La crise a touché presque tous les pays, et notamment les plus vulnérables. Elle a compromis la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et a eu des conséquences graves sur le développement qui ont précipité des millions de personnes dans la pauvreté. Pour préserver l'agenda de développement des Nations Unies des effets potentiellement catastrophiques de cette crise, il est nécessaire d'agir en coopération et de façon coordonnée aux niveaux mondial, régional et national.

Il existe actuellement au sein du Conseil économique et social trois grandes tribunes qui permettent de promouvoir ce type de partenariat mondial pour le développement : 1) la Réunion spéciale de haut niveau du Conseil avec les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement; 2) l'Examen ministériel annuel; et 3) le Forum pour la coopération en matière de développement.

La réunion dite «Réunion de printemps » avec les institutions de Bretton Woods, l'OMC et la CNUCED a été, cette année, pour le Conseil une occasion unique d'organiser un dialogue multipartite, sans exclusive, sur les conséquences de la crise financière et économique mondiale pour le développement, y compris les questions touchant à

l'architecture financière internationale et la gouvernance économique mondiale. Cette réunion a souligné l'urgence d'une réponse cohérente et coordonnée à la crise et la nécessité d'en traiter les conséquences humaines en vue d'empêcher que cette crise multidimensionnelle ne se transforme en drame humain généralisé. Il y a également été question des mesures à prendre pour renforcer les mécanismes de suivi du financement du développement et faire en sorte que les engagements politiques que nous avons tous pris dans le Consensus de Monterrey et la Déclaration de Doha sur le financement du développement soient mis en œuvre. Même lorsque la crise aura été surmontée, il nous faudra encore relever d'immenses défis sur le plan du développement, notamment réaliser les objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire. Le résumé des discussions a servi pour les préparatifs de la Conférence sur la crise financière économique mondiale et son incidence sur le développement qui a eu lieu en juin de cette année. Avant la Réunion de printemps, plusieurs réunions d'information et débats informels ont été organisés afin de faire connaître aux États Membres les points de vue des organisations et des autres parties prenantes, y compris la société civile, sur la crise financière mondiale et son incidence sur le développement, sachant que la capacité du Conseil économique et social à réunir toutes les parties intéressées, sans exclusions, constitue indéniablement l'un de ses principaux atouts. L'Union interparlementaire a d'ailleurs aussi participé activement à ces débats.

Comme l'ont demandé les chefs d'État et de gouvernement au Sommet mondial de 2005, l'Examen ministériel annuel organisé par le Conseil a pour objectif principal d'évaluer le degré de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et des autres buts et objectifs convenus lors des sommets et des grandes conférences de l'ONU organisés depuis 1990, et de contribuer à élargir et à accélérer les efforts visant à réaliser ce programme de développement en offrant un forum mondial de haut niveau ouvert à une large participation, qui permette de partager les enseignements tirés et de déterminer les bonnes pratiques et les méthodes efficaces qui méritent d'être étendues. L'Examen ministériel de 2009 a contribué à faire en sorte que, malgré les effets de la crise, la communauté internationale continue à concentrer son attention sur la question cruciale de la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international, en particulier les objectifs du Millénaire. Il a donné une forte impulsion politique à la mise en œuvre des objectifs mondiaux en matière de santé publique, qui constituait son thème principal en 2009, en prévision de la réunion de haut niveau de l'année prochaine sur les OMD. Les préparatifs du prochain Examen ministériel annuel ont déjà commencé. Celui-ci aura pour thème principal l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, domaine sur lequel il a été à nouveau mis l'accent dans la Déclaration de Doha de 2008 sur le financement du développement.

Au Sommet mondial de 2005, il a également été demandé au Conseil de réunir tous les deux ans un Forum pour la coopération en matière de développement chargé d'examiner notamment les grandes tendances en termes de coopération internationale, y compris les stratégies, les politiques et le financement, et de promouvoir une plus grande cohérence entre les activités de développement des différents partenaires. Les préparatifs du deuxième Forum sont bien avancés. L'accent sera mis en particulier sur la responsabilité mutuelle en matière de coopération pour le développement, la coopération Sud-Sud, la coopération triangulaire et la cohérence dans la façon dont l'aide est gérée afin de promouvoir d'autres formes de financement du développement. Dans ce contexte, je voudrais mentionner le colloque de haut niveau sur « La responsabilité et la transparence en matière de coopération pour le développement : vers un cadre plus ouvert », qui a été accueilli la semaine dernière par le Gouvernement autrichien et qui constitue le premier d'une série de réunions et de colloques régionaux visant à faire en sorte que les préparatifs du Forum soient approfondis et ouverts à une large participation et que la coopération pour le développement reste en haut de l'ordre du jour en cette période économiquement difficile.

Le Conseil économique et social s'est vu confier d'autres tâches importantes par la Déclaration de Doha sur le financement du développement et le document final de la Conférence internationale sur

la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement.

Ainsi, il est demandé au Conseil dans la Déclaration de Doha de mettre en place un processus intergouvernemental ouvert, renforcé et plus efficace pour assurer le suivi de la question du financement du développement. La réponse du Conseil à cette demande, qui est étroitement liée à la question de savoir comment faire face efficacement à la crise, a été rapide et constructive. À sa réunion de fond en juillet dernier, le Conseil a recommandé d'apporter aux modalités de suivi de la question du financement du développement un certain nombre de modifications qui sont actuellement soumises à l'Assemblée générale pour approbation; ces modifications visent à instaurer un véritable processus assurant un suivi sur l'ensemble de l'année, et d'une année sur l'autre qui donne à la question du financement du développement la visibilité accrue qu'elle mérite, tout en maintenant une approche intégrée et son caractère ouvert, non discriminatoire et multipartite.

Il a également été demandé au Conseil d'examiner la possibilité de renforcer les mécanismes institutionnels pour continuer à promouvoir la coopération internationale en matière fiscale. Le Conseil a commencé à étudier cette question et il continuera de le faire dans le contexte de son examen des importants travaux entrepris par le Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale des Nations Unies.

Une autre tâche que la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement tenue en juin a confiée au Conseil se rapporte à l'initiative de l'OIT intitulée « Surmonter la crise : un Pacte mondial pour l'emploi ». J'ai invité le Directeur général de l'Organisation internationale du Travail, le Dr. Juan Somavia, à présenter cette importante initiative adoptée par la quatre-vingt-dix-huitième Conférence internationale du Travail, et qui vise à promouvoir une sortie de crise à haute intensité de main d'œuvre et à dessiner les grandes orientations d'une croissance équitable, lors de la session de fond du Conseil, en juillet. Le Conseil a encouragé les États membres à promouvoir le Pacte mondial pour l'emploi et à en tirer pleinement parti, priant de même les fonds et programmes des Nations Unies et les institutions spécialisées de prendre en compte le Pacte dans leurs politiques et programmes, et invitant les institutions financières internationales et les autres organisations internationales compétentes à intégrer les orientations y énoncées dans leurs activités.

Dans le document final de la Conférence de juin, le Conseil économique et social s'est vu confier trois autres tâches importantes, à savoir :

- 1) Promouvoir une réponse coordonnée du système des Nations Unies pour le développement à la crise économique et financière mondiale;

2) Examiner l'application des accords entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods, en vue d'améliorer la collaboration et la coopération entre l'ONU et ces institutions;

3) Faire des recommandations à l'Assemblée générale en ce qui concerne l'opportunité de créer un groupe spécial d'experts sur la crise économique et financière mondiale et son incidence sur le développement.

Sur la base de rapports d'information établis par le Secrétariat, le Conseil a engagé en automne des consultations informelles au sujet de chacune de ces questions. De nouvelles discussions de fond auront lieu en vue d'une reprise de la session du Conseil à la fin de cette année et j'espère que nous serons en mesure de faire des recommandations à l'Assemblée générale dans un avenir pas trop lointain.

Honorables Députés,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

La présente audition revête une grande importance en vue de mobiliser un appui politique en faveur des travaux que mène le Conseil économique et social pour faire face à la crise actuelle et à ses effets sur le développement.

Je tiens à vous assurer que le Conseil continuera de jouer son rôle pour ce qui est de promouvoir la cohérence des politiques et de coordonner les mesures prises à tous les niveaux pour faire face à la crise actuelle et progresser dans la réalisation des objectifs de développement à long terme.

Je vous remercie.